

R U S S I E

MOUVEMENTS SOCIAUX

QUELLES PERSPECTIVES FACE À UNE CRISE MAJEURE?

47

DES CHANGEMENTS SENSIBLES INTERVIENNENT DEPUIS DEUX ANS DANS LES MOUVEMENTS SOCIAUX, MÊME S'ILS RESTENT PEU LISIBLES POUR UN OBSERVATEUR HORS DE RUSSIE.

Sur la carte de la gauche à l'échelle du monde, la Russie, jusqu'à une période récente, se présente comme une tache blanche ou grise. Sur les ruines de l'Union soviétique se sont imposés des charognards, épigones du stalinisme, qui propagent des monstruosité comme la théorie du « socialisme russe » et redonnent vie à la vieille thèse slavophile sur l'exception russe et son rôle messianique à l'échelle du monde. Encore maintenant, les courants authentiquement internationalistes sont faibles et peu nombreux. Leur influence sur les processus sociaux et politiques du pays est quasi invisible. Quant aux ONG, qui à l'Ouest ont un poids réel et avec qui le pouvoir doit compter, leur influence ici s'avère tout aussi insignifiante. Il est tout aussi incontestable qu'à l'échelle du monde le poids des forces de gauche et des mouvements sociaux russes est insignifiant et la présence de délégations russes lors des forums sociaux internationaux ne contribue guère à redresser la situation.

On pourrait être tenté d'expliquer ces phénomènes de façon simpliste. Par exemple, invoquer l'héritage du totalita-

risme qui a non seulement réduit à néant toute forme d'auto-organisation de la société face au pouvoir, mais aussi réussi à extirper l'idée même que cela pouvait être possible. Ou encore, expliquer que la manne financière venue (durant un temps) du prix élevé du pétrole a permis au gouvernement de prévenir tout risque de mécontentement dans la société.

Si l'on retient cette dernière explication, la crise économique mondiale devrait signifier une augmentation de l'influence des forces de gauche inversement proportionnelle à la chute des prix du pétrole. Hypothèse parfaitement absurde, qui suffit à montrer à quel point de telles explications sont unilatérales, même si les faits évoqués ci-dessus ont incontestablement une pertinence.

On doit aussi s'interroger sur la capacité des forces de gauche à développer des initiatives à même de mobiliser la population, et, en retour, analyser dans quelle mesure les gens sont prêts à renoncer aux stratégies individuelles de survie, dominantes au cours des dernières décennies ainsi qu'à adopter des perspectives d'action collective.

Sur ces deux derniers points, il faut dire qu'au cours des dernières années des changements sensibles sont intervenus, même s'ils restent peu visibles pour un observateur hors de Russie.

* Andreï Demidov est membre de l'Institut Action collective, Moscou (voir encadré p. 49).

CONTEXTE SOCIAL ET POLITIQUE

Dans le prolongement de ce qui vient d'être dit, un obstacle important au développement de mouvements sociaux et politiques de gauche réside dans un déficit de solidarité, dont les racines remontent à un manque réel de confiance les uns dans les autres.

Certes, il serait faux de dire qu'en Russie les personnes ne se font pas du tout confiance. Si cela était le cas, la société serait, pour citer Hobbes, le champ d'une « guerre de tous contre tous ». Comme le note la sociologue Carine Clément dans une étude consacrée aux mouvements sociaux en Russie, dans la société russe la solidarité « *en général, reste limitée au cadre d'un groupe et a pour fonction de résoudre les problèmes individuels des membres du groupe, problèmes fort éloignés des questions sociales ou qui même sont en contradiction avec l'intérêt général. De plus, cette solidarité est régie par des règles informelles très spécifiques, imposées dans la plupart des cas par le chef du groupe et qui ne peuvent en aucune façon s'appliquer à des individus extérieurs au groupe. De ce fait même, cette forme de solidarité éloigne les individus non seulement de toute action collective, mais aussi de l'exercice même minimal de leur propre citoyenneté.* »

Ces caractéristiques, qui ont joué à plein au cours des dernières décennies – mais qui viennent de beaucoup plus loin –, sont de toute évidence liées à la position très ferme adoptée traditionnellement par le pouvoir en Russie face à toute manifestation d'activité autonome de la part des citoyens, et cela n'a fait que s'accroître avec les transformations initiées par Vladimir Poutine et par son successeur actuel, Dmitri Medvedev. Ces changements se sont traduits par toute une série de réformes du système politique : multiplication des obstacles bureaucratiques et juridiques au recours aux grèves et aux manifestations ; suppression de l'élection au suffrage direct des gouverneurs de régions et des maires ; impossibilité pratique d'organiser un référendum à l'initiative de la population ; suppression de l'élection d'une partie des députés au scrutin uninominal ; relèvement du quorum de 5 % à 7 % pour qu'un parti puisse entrer à la Douma ; normes quasi impossibles à remplir pour l'enregistrement

d'un nouveau parti (il faut 5000 membres dans 45 régions) ; contrôle renforcé de l'État sur les ONG, etc.

Le résultat de toutes ces mesures est un rétrécissement supplémentaire des « possibilités politiques ». Le système politique institutionnel dans son ensemble est protégé contre l'irruption de nouveaux acteurs, hors d'atteinte des oppositions ou encore des groupes pouvant apparaître « par en bas » hors de tout contrôle. Pour compléter le tableau, il faut mentionner le recours toujours plus grand à des mesures de répression et d'intimidation contre les oppositionnels et les protestataires. A quoi s'ajoutent le contrôle des grandes chaînes de télévision et des médias ainsi que « l'instauration d'une société civile officielle » (création d'organes de la « société civile », désignés et contrôlés par le pouvoir présidentiel, comme le Parlement des citoyens).

Et pourtant, sur fond de répression et de valorisation par le pouvoir des formes les plus éculées de conformisme et de servilité, et malgré les moyens financiers gigantesques dont dispose le pouvoir pour neutraliser toute protestation sociale de masse, on assiste à un certain développement des mouvements sociaux, occasion pour les forces de gauche de sortir de la crise où elles se débattent.

HISTOIRE RÉCENTE DES MOUVEMENTS SOCIAUX

Aujourd'hui, même avec la glaciation poutinienne, il subsiste certaines formes de l'activité sociale multiforme qu'on avait connue sous la perestroïka [1985-1991]. Mais les rescapés de cette période, dans leur immense majorité, se sont reconvertis dans des ONG. Celles-ci vivent grâce à des fondations et sont très soucieuses de ne pas fournir au pouvoir ni à leur donateur quelque prétexte que ce soit pour suspendre leur financement. Pour l'essentiel ont survécu les organisations écologiques et celles de défense des droits de l'homme ainsi que quelques syndicats libres. Par ailleurs, bon nombre des leaders de l'époque soit ont cessé toute activité publique, soit se sont intégrés avec brio dans le système. L'exemple le plus frappant est Andreï Isaev, à l'époque un des dirigeants de la Confédération anarcho-syndicaliste et

Malgré les moyens financiers gigantesques dont dispose le pouvoir pour neutraliser toute protestation sociale de masse, on assiste à un certain développement des mouvements sociaux.

aujourd'hui député et vice-président du parti au pouvoir : « Russie unie ».

De ce point de vue, rien d'étonnant à ce que le nouveau mouvement social soit apparu pour l'essentiel en dehors des structures existantes.

En 2004, le gouvernement a décidé d'engager une procédure dite de « monétisation » des avantages sociaux, c'est-à-dire des formes non monétaires d'aide sociale en faveur des couches les plus démunies, introduites sous Eltsine pour compenser un tant soit peu l'incroyable misère dans laquelle se retrouvait la majorité de la population. Formellement, ces « avantages » n'étaient pas supprimés mais remplacés par une compensation en argent. Toutefois, les sommes attribuées ne correspondent en rien à la valeur des avantages en nature qu'elles sont censées compenser. Il faut savoir qu'en dépit de la croissance continue du prix du pétrole, les revenus gigantesques n'ont pas été utilisés pour couvrir les besoins sociaux et augmenter les salaires. Ils ont été stérilisés sous la forme d'un « fonds de stabilité », soi-disant pour « ne pas donner libre cours à la spirale inflationniste », comme l'affirmaient les responsables gouvernementaux convertis aux conceptions monétaristes. Conséquence de cette politique : au moins 40 % de la population et 80 % des retraités vivent en dessous du seuil de pauvreté. Dans ces conditions, la perte même d'une partie de leurs revenus (sous la forme de services gratuits) entraînait une baisse du niveau de vie insupportable.

De plus, une grande partie des bénéficiaires – ceux qu'on appelle les *lgotniki*^[1] – et même leurs organisations qui faisaient preuve d'une loyauté sans faille à l'égard du pouvoir ont été profondément choqués par cette mesure adoptée sans la moindre consultation et sans qu'il soit tenu compte de l'avis des experts prédisant une aggravation de la situation des couches les plus démunies. C'est ainsi, vraisemblablement pour la première fois depuis la chute de l'Union soviétique, que le facteur déterminant dans les comportements des gens s'est révélé être un élément tout à fait « exotique », à savoir le sentiment que l'on offensait leur dignité (personnelle et professionnelle).

Comme cette mesure – qui prenait la forme d'un projet de loi – touchait un très grand nombre de catégories sociales fort

49

INSTITUT ACTION COLLECTIVE (IKD)

Association fondée début 2004 par un groupe de jeunes chercheurs et militants afin de servir de centre de ressources en information pour les personnes prêtes à résister aux réformes antisociales démarrant alors. IKD est devenu aujourd'hui un maillon important de la chaîne des mobilisations sociales. Il joue désormais plusieurs rôles : porte-étendard et caisse de résonance des mouvements sociaux émergeant ; expertise sur les questions sociales et sur les mouvements sociaux ainsi que syndicaux ; coordination d'importants réseaux interrégionaux (en premier lieu, le SKS) ; intermédiaire dans la mise en relation entre des initiatives sociales convergentes.

Malgré des ressources matérielles restreintes et épisodiques, IKD peut assumer toutes ces fonctions grâce à son enracinement dans les mobilisations sociales de base et à ses liens organisationnels avec les réseaux les plus dynamiques. D'autres facteurs contribuent par ailleurs à consolider sa réputation parmi les mouvements sociaux : une position non partisane affichée, un souci d'objectivité et d'utilité dans l'analyse des réformes, les conseils prodigués et la couverture des mobilisations, ainsi qu'une mise en avant systématique des initiatives sociales « d'en bas », aussi minimes soient-elles.

Politiquement, IKD s'inscrit dans la mouvance de gauche, sans s'affilier à aucun parti, mais en prônant les valeurs d'autogestion, d'auto-organisation et d'internationalisme. Comme le disent ses animateurs, IKD ne se veut pas d'opposition « à tout prix », mais cherche à être là où les gens se battent et essaient de défendre leurs droits. www.ikd.ru, info@ikd.ru

diverses (on estimait à 100 millions les personnes concernées, sur une population de 147 millions), on a assisté, sous une forme inconnue jusqu'alors, à une prise de conscience de la nécessité de mener des actions solidaires, cela face à une prise de décision du gouvernement. A l'initiative d'Oleg Shein, député et vice-président du syndicat ouvrier *Zachita Truda* (« Défense du travail ») en partenariat avec l'Institut *Action collective* (dont la directrice est Carine Clément) fut organisée une conférence des organisations de *lgotniki* pour définir une politique commune et un plan d'actions conjointes. Cela déboucha sur la création du *Comité de solidarité sociale* (acronyme : *SOS*) qui devint le prototype des coalitions en réseaux qui sont la forme actuelle du mouvement social russe.

Durant la période qui précède l'adoption de la loi par la Douma, en août 2004, la coalition réussit à mener deux actions de protestation à l'échelle de tout le pays, avec comme point culminant des rassem-



[1] Littéralement « ceux qui touchent des avantages en nature ».

blements à Moscou. Certes, par comparaison avec les manifestations de plusieurs centaines de milliers et même de millions de personnes que suscite à l'Ouest l'adoption de mesures analogues, les 5000 manifestants du meeting tenu à Moscou peuvent sembler bien dérisoires. Néanmoins, pour la Russie c'était un phénomène tout à fait nouveau. En effet, les organisateurs n'étaient pas des partis politiques, mais les citoyens eux-mêmes, par le biais de leurs associations.

Cette campagne était soutenue par les forces de gauche, qui soulignaient le caractère « monétariste » et néolibéral de cette réforme, à la différence de l'opposition libérale qui ne mettait en avant que des erreurs techniques intervenues lors de sa préparation. Mais ce qui à l'époque avait échappé à la grande majorité de la gauche, tout particulièrement à sa composante « étatiste », c'était le fait que la plupart des *Igotniki* ne protestaient pas contre le principe même du remplacement des avantages en nature par de l'argent ; le système en vigueur était très rigide et présentait un intérêt surtout

dans les périodes d'hyperinflation. Ce qu'ils réclamaient, c'est que la conversion soit juste. Ce fut l'occasion pour les militants sociaux de faire preuve d'une réelle indépendance de pensée et pour les militants politiques de réfléchir concrètement à la façon d'articuler les intérêts et les revendications en dehors de tout dogmatisme idéologique. Ce n'est pas la seule fois où la nécessité de participer à un combat politique concret, loin de l'entre-soi confortable du ghetto politique, a rejeté bon nombre de militants politiques hors du mouvement.

Les autorités, qui avaient compris la nouveauté de la situation et à quel point la protestation s'était emparée des esprits, décidèrent de faire quelques concessions en maintenant sous le nom de « paquet social » un certain nombre d'avantages en nature. Il n'en reste pas moins qu'une partie des avantages fut supprimée, notamment la gratuité dans les transports publics urbains et de banlieue.

Aussi, à peine la loi entrée en vigueur le 1er janvier 2005, quand les contrôleurs se mettent à expulser les retraités des bus et

des tramways, on assiste à une floraison de meetings spontanés qui rassemblent des foules, avec une seule revendication : « Rendez-nous les avantages en nature. » Alors que les médias s'acharnaient à les présenter comme un mouvement bassement économique, ce qui venait au premier plan était tout autre chose : une affirmation de « dignité » et du droit à « être un être humain ». Indépendamment de l'aspect financier, les personnes âgées mettaient en avant le fait que ces avantages en nature n'étaient que la reconnaissance de leur contribution au développement du pays dans le passé. Pour ce qui avait trait à la gratuité des transports, beaucoup de retraités expliquaient qu'elle leur permettait de participer à la vie sociale, de se déplacer, de communiquer. « *Le pouvoir veut que nous restions chez nous, livrés à notre solitude.* » Cette phrase tirée d'une interview aurait pu devenir la phrase emblématique de toutes les interventions.

Seuls quelques rares militants politiques dans les régions eurent le réflexe de réagir face à cet acte de désespoir et de pro-

LA TRAPPE DE LA CRISE

Le 20 décembre 2008, lors de son « dialogue » annuel télévisé « avec la population », le premier ministre Vladimir Poutine a réaffirmé : « *Tout ira bien... nous traversons un moment difficile, mais la Russie va s'en sortir avec des pertes minimales.* » La Russie est une « *île de stabilité* », avait-il affirmé début 2008.

Les données officielles sur le chômage sont peu crédibles, pour utiliser un euphémisme. Le nombre de chômeurs enregistrés, officiellement, en Russie, début mars 2009, serait de 2,77 millions (*Novosti*, 13.03.09). Or, en janvier 2009, les mêmes sources le situaient seulement à un peu plus de 1,5 million. Un mirage.

Evgueni Gontmakher, directeur du Centre de politique sociale de l'Institut d'économie de l'Académie russe des sciences, affirmait en janvier : « *Si l'on suit la méthodologie de l'Organisation internationale du travail (OIT), le nombre total de chômeurs en Russie s'élèverait à 5 millions de personnes.* » (Oleg Mitiaïev, *Novosti*, 23.01.09) Une estimation qui se situe dans la même marge que celle définie par la Banque mondiale (BM) dans son rapport de fin mars 2009 : le taux de chômage se situe à 8,1 % en janvier 2009 et passe à 8,9 % en février. Pour la fin de l'année, il est fixé par la BM à 12 %.

Selon un sondage récent d'Ernst & Young, au début 2009, un tiers au moins des principales entreprises russes prévoyaient des mises à pied. Le vice-recteur de l'Académie du travail et des relations sociales de Russie, Alexandre Khoroshilov, envisage, lui, que « *pour la première moitié de l'année 2009, il y aura de 5 à 6 millions de licenciements à travers le pays* », soit 10 % de la population active. Dans certains secteurs comme la construction ou la métallurgie, les coupes pourraient toucher de 30 à 40 % du personnel (*Le Temps*, 22.12.08).

Le « *chômage technique* », les « *réductions du temps de travail* » avec des « *renégociations de contrats de travail* » – à la baisse – prennent leur essor, dès janvier 2009. Ainsi seraient réduits les licenciements secs et leurs conséquences sociales « amorties », du moins dans les vues du pouvoir de Poutine-Medvedev.

Les allocations de chômage, selon une décision prise en janvier 2009, pourront être perçues durant un an ; et non plus durant six mois. Le montant maximal est toutefois fixé à 135 euros ; ce qui est proche du seuil de pauvreté, surtout dans les grandes villes.

La contraction du PIB pour 2009 était officiellement estimée comme nulle fin 2008. Or, en mars 2009, les autorités révisent leurs prévisions : -2,2 %. La crise économique va toucher des secteurs sociaux qui ont amélioré leur situation matérielle au cours des dix dernières années.

La chute des prix des matières premières et le ralentissement des exportations ; le maintien de taux d'intérêt élevés afin de soutenir le rouble, avec les effets négatifs qui en découlent pour l'investissement ; l'endettement qui a explosé au cours de la dernière décennie et qui met en danger la survie d'une fraction des banques ; tout cela débouche sur un sérieux affaiblissement de l'économie russe. D'ailleurs, le 30 mars 2009, la Banque mondiale annonce une chute du PIB pour 2009 de 4,5 % (*Financial Times*, 31.03.09). On est loin des taux de croissance enregistrés en 2006 (7,7 %), 2007 (8,1 %) et 2008 (5,6 %).

C'est dans un tel contexte socio-économique que doit être située l'activité des divers mouvements sociaux. A cela s'ajoutent toutes les manifestations des traits autoritaires et répressifs du régime en place. (Réd.)

testation. Toutefois, leur rôle fut important, car ils ont contribué à formuler les revendications et ont permis l'organisation d'actions plus radicales. Dans certains cas, il a suffi d'un mégaphone apporté au bon moment ou d'un appel décidé pour que les événements prennent un tout autre cours. Le blocage de certaines routes (opération simple car les manifestants se tenaient sur les bords), les heurts avec les OMON (détachement spécial de la milice pour disperser les manifestations) montrèrent au pouvoir qu'il risquait de perdre le soutien dont il jouissait. En effet, malgré les campagnes visant à jeter le discrédit sur les manifestants, «l'opinion publique» était clairement du côté de ces derniers. Le tabassage par la milice de personnes âgées, mais aussi le fait même de priver encore plus des personnes démunies créaient une situation où la machine propagandiste, qui semblait parfaitement efficace, se grippa.

Le droit aux transports gratuits fut rétabli, sous une forme quelque peu différente il est vrai. Les citoyens avaient surtout fait l'expérience précieuse d'une victoire, certes limitée mais qui constituait un précédent incroyable, à savoir une victoire sur le pouvoir, qui jusqu'alors semblait monolithique, véritable mur contre lequel on ne pouvait que se briser la tête. Cette situation, avec le sentiment que «le pouvoir c'est nous», était un phénomène totalement nouveau.

C'est à cette époque que remonte la création des premières coordinations à l'échelon local : soviets ou encore comités d'actions citoyennes et solidaires, qui se fixaient pour objectif de coordonner les actions de protestation. Ce sont ces comités qui ont été au centre du processus de cristallisation des actions revendicatives, les prenant en charge au fur et à mesure qu'elles surgissaient, aidant à l'organisation et à la formulation des revendications, déclenchant des actions de solidarité. Tel est leur mode de fonctionnement, même si de grandes différences existent entre elles là où ces structures sont effectives et même si certaines ont une vie plus que réduite. En tout cas, la tendance à adopter ce type de fonctionnement est incontestable.

Nous allons maintenant évoquer le développement du mouvement, les lignes de force apparues en 2008 et les perspec-

tives pour l'année 2009. Nous le ferons en prenant pour exemples trois composantes du mouvement social.

LES LGOTNIKI

Il y a peu encore, on pouvait avoir l'impression que les autorités, en faisant des concessions partielles et en maintenant une partie des avantages en nature (le «paquet social»), avaient réussi à stabiliser la situation. L'année 2008 a montré que ce retour au calme n'était qu'apparent.

Les actions contre la monétisation des avantages sociaux qui eurent lieu l'année passée dans différentes régions ont montré que, aujourd'hui, cette question conserve toute son actualité.

C'est dans la ville de **Barnaul** (dans la région de l'Altaï) que les mouvements de protestation ont pris le plus d'ampleur les 28-30 octobre 2008, quand plusieurs milliers de *Igotniki* ont trois jours durant paralysé la circulation dans le centre et assiégé la «Maison Blanche»^[2] locale, forçant l'administration à s'asseoir à la table des négociations et lui arrachant la promesse que la mesure si impopulaire serait reportée. Il faut dire que les autorités locales avaient décidé de faire un pas de plus sur la voie de la monétisation et de supprimer la carte de transport «sociale», c'est-à-dire à tarif réduit, pour la remplacer par une compensation monétaire totalement dérisoire.

On notera que lors de ces événements, tout comme en janvier 2005, aucune force politique – y compris celles qui relèvent de l'opposition extraparlamentaire – ne s'est révélée prête à jouer le rôle d'organisateur pour le mouvement des retraités. Ce qui n'a pas empêché les autorités de dénoncer l'action de «forces obscures» et de désigner comme organisateur un tout jeune militant, encore mineur, du mouvement radical *Front de gauche*^[3]. L'opposition avait annoncé qu'il fallait s'attendre à une répétition des émeutes de 2005 mais, comme ses dirigeants ont fini par le reconnaître, elle-même n'y croyait pas. Visible, les autorités locales étaient du même avis et avaient par avance neutralisé les leaders potentiels. Le KPRF^[4] était effectivement absent lors des événements dans l'Altaï, à l'exception de quelques militants de son aile gauche. Simplement, les auto-

*En 2004, au moins
40% de la population
et 80% des retraités
vivaient
en dessous du seuil
de pauvreté.*

51

[2] Ce terme désigne à l'origine le siège du gouvernement de la Fédération de Russie à Moscou. Il est également utilisé pour désigner le siège du gouverneur dans les régions.

[3] *Levyj front* («Front de gauche») regroupe différentes organisations de la gauche radicale, surtout des organisations de jeunesse.

[4] KPRF : Parti communiste de la Fédération de Russie, dont le principal dirigeant, G. Ziouganov, est un des principaux théoriciens du «socialisme russe» évoqué ci-dessus. NdT

Pour l'instant, les questions qui suscitent le plus de réactions sont celles de l'accroissement de la densité des constructions et la politique de la ville, qui se traduisent par l'expulsion des habitants, l'incendie de maisons existantes.

retraités avaient sous-estimé la capacité des retraités à s'auto-organiser.

En d'autres termes, cette frange de la population s'est révélée beaucoup moins atomisée que ce que croyaient les officiels. Au début, ils avaient choisi d'ignorer purement et simplement le mouvement de protestation et de saluer le caractère « bienfaisant » de cette réforme, appelant même le pouvoir central à la poursuivre. Mais la montée du mouvement et sa jonction avec des militants de l'opposition ont fini par faire reculer le pouvoir local le forçant à rétablir la vente des cartes de transport à tarif réduit.

Il est significatif également qu'à aucun moment les autorités n'ont même essayé d'avoir recours à la force contre le mouvement. Visiblement elles savaient qu'une dispersion violente des rassemblements et des arrestations massives de personnes âgées pouvaient avoir un impact très négatif sur la population. C'est là une des forces des retraité·e·s : leur place dans la société leur confère un capital moral. Les événements de Barnaul ont eu une très grande résonance, servant de révélateur (y compris dans la presse étrangère, notamment le *Wall Street Journal*) de l'incapacité du pouvoir à gérer la situation.

Ijevsk (Sibérie orientale) est un autre exemple de résistance. Dans cette ville, le *Comité de coordination des actions citoyennes* – un des premiers à avoir vu le jour – a obtenu des résultats analogues sur le problème des transports, sans recourir à des actions de grande ampleur. Des actions spectaculaires – par exemple, l'« embuscade » tendue au président du pouvoir local, A. Volkov, par les retraités – ainsi que la réputation de personnes qui « ne s'arrêtent pas à mi-chemin » acquise par les responsables du Comité à l'occasion des mobilisations précédentes ont suffi pour obtenir gain de cause. A toutes les étapes, le Comité a su mener une campagne exemplaire, gardant toujours une position offensive combinant actions et négociations.

Toutefois, faute d'une mobilisation suffisante, le Comité n'a pas pu obtenir des résultats comparables sur d'autres revendications. En particulier, cela fait plusieurs années que le Comité n'arrive pas à imposer l'adoption d'une loi sur les « vétérans » (du travail et de la guerre), seule à même de garantir la situation des

retraités fortement compromise par la loi sur la monétisation des avantages sociaux.

Il faut espérer que la création de coordinations des retraités-*Igotniki* et leur participation à des comités de coordination larges débouchant sur une coalition à l'échelle de tout le pays permettront d'intégrer la question du transport dans l'ensemble des difficultés suscitées par la monétisation des avantages sociaux. Il reste encore de nombreux problèmes affectant différents secteurs sociaux, qui se sont mobilisés, à des degrés divers, contre la loi 122 sur la monétisation.

Pour l'instant, tous ces pôles et îlots de résistance n'arrivent pas à se fondre dans un grand mouvement, y compris parce que les moyens sont insuffisants. Néanmoins, toute une série d'indices montrent que ce processus est en cours. Ses rythmes et sa qualité ne dépendent pas des seuls retraités : ils sont aussi fonction de la capacité des militants à y investir leurs compétences de façon à créer une interaction optimale, à commencer par la circulation des informations sur le mouvement.

Sur ce dernier point, un exemple encourageant peut être souligné. Grâce à Internet, les mineurs retraités de **Rostov sur le Don** (sud de la Russie), en lutte contre la suppression des avantages sociaux, ont reçu le soutien de leurs camarades du district de **Kemerovo** (Sibérie occidentale) : confrontés à des problèmes identiques, ils ont décidé de mener des actions communes.

En résumé, on peut constater que le potentiel de mobilisation autour des avantages sociaux est loin d'être épuisé. Bien plus, dans le contexte de la crise économique et du déficit budgétaire, il va se renforcer, afin de riposter aux violations permanentes par le pouvoir des droits des *Igotniki* et aux tentatives de réduire encore ces droits de façon plus dure que ne l'a fait la loi 122.

LE MOUVEMENT POUR LE DROIT AU LOGEMENT

Le mouvement pour le droit au logement (MDL) est certainement celui qui présente la plus grande diversité de formes. Dans ce domaine, il y a eu coïncidence de toute une série de réformes : politique de la ville, gestion des logements, privati-

sation des foyers [5], réforme du droit du sol, etc. C'est la raison pour laquelle il présente un grand nombre de facettes avec des méthodes de lutte très variées.

Le mouvement le plus vaste et le plus significatif concerne celui de la gestion des logements. Au cœur de ce problème se trouvent la désétatisation et la fin du monopole étatique sur la gestion du fonds du logement. Ce dernier relève désormais soit des occupants des logements, soit d'entreprises privées. De plus, les services municipaux de gestion ont été totalement privatisés.

Alors même que ce problème concerne, a priori, tous les habitants, la majorité de ceux-ci ne sont pas prêts à s'engager dans un mouvement pour défendre leurs droits : ils ont une position attentiste ou même se désintéressent totalement des réformes en cours. On peut s'attendre à un développement fort du mouvement quand la volonté des fonctionnaires d'exclure les habitants de la gestion et du contrôle des dépenses et de confier les habitations à des sociétés « amies » se fera sentir au niveau du porte-monnaie. C'est-à-dire quand l'Etat renoncera complètement à la régulation des tarifs au nom de la « liberté du marché ».

Pour l'instant, les questions qui suscitent le plus de réactions sont celles de l'accroissement de la densité des constructions et la politique de la ville. Même si la majorité écrasante des actions sont le fait de groupes de quartier, on assiste à une avancée vers la consolidation de groupes d'initiatives communes à l'échelle d'une ville.

L'année dernière, des actions ont eu lieu dans un grand nombre de villes pour protester contre la densification des constructions. Cette politique s'est traduite dans certains cas par l'expulsion des habitants avec l'incendie des maisons existantes, l'objectif étant de s'approprier le terrain qui souvent n'a pas encore été privatisé par les nouveaux « occupants ».

Parmi les méthodes de lutte adoptées figure le blocage des routes et des chantiers. Le plus souvent les actions ne sont pas autorisées, pour la simple raison qu'il est quasi impossible d'obtenir l'autorisation prévue par la loi. De plus, les participants à ces actions font l'objet de poursuites pour « atteinte à l'ordre public ». On assiste parfois à des attaques par des

groupes de mercenaires payés par les compagnies immobilières.

Dans une localité du district de **Boutovo** (à la périphérie de Moscou) la résistance a pris des formes quasi militaires. Les habitants ont bloqué le chantier, interdisant tout accès. Objet du conflit : les autorités veulent reloger les habitants dans des appartements pour construire à la place des maisons existantes un ensemble de nouveaux bâtiments. Les habitants exigent une réelle compensation pour leurs terrains et leurs maisons. Au cours de l'été 2008, quand le territoire de la commune a été investi par plusieurs détachements de la milice, les habitants ont été expulsés de force et les maisons rasées. Certaines maisons avaient été incendiées.

Les groupes d'habitants se sont appropriés toutes les formes de lutte : de l'interpellation des autorités aux actions directes. Beaucoup ont appris à utiliser les médias et à solliciter le soutien des élus locaux. Par comparaison avec l'année 2007 on assiste de plus en plus souvent à la destruction des palissades du chantier.

Même si les mouvements se concentrent sur un objectif concret, on observe un nombre croissant d'actions coordonnées sur plusieurs questions. A **Saint-Pétersbourg**, il existe plusieurs organisations qui travaillent sur la question de la densification de l'occupation des sols : *Mouvement d'initiatives citoyennes* (DGI), *Ville vivante* qui se bat pour la défense du patrimoine architectural et culturel ou encore *Larc-en-ciel d'Okhta* (dans la partie est de la ville) qui au départ s'est constitué pour protester contre la construction d'un gratte-ciel par la compagnie Gazprom.

Le phénomène des expulsions n'a pas encore pris une dimension massive, même si l'on assiste à leur augmentation suite à la destruction des maisons particulières ou pour non-paiement des loyers. Dans certaines villes, des associations se sont formées autour de ce thème, comme l'*Union des sans-logis* à **Perm** (Sibérie occidentale) ou encore le mouvement contre l'expropriation des terres en vue des installations sportives des Jeux olympiques de 2014 à **Sochi** (située sur la mer Noire, dans la partie russe du Caucase). Mais la situation peut s'aggraver du fait de la crise touchant les crédits

hypothécaires et suite à l'augmentation des loyers et des charges.

De manière plus générale, on assiste à un déplacement du mouvement vers des objectifs concernant la politique de la ville : défense du patrimoine historique, conditions environnementales (lutttes contre les incinérateurs d'ordures ou encore l'abattage massif d'arbres) et plus généralement conditions de vie urbaines. Car tous ces problèmes sont profondément intriqués.

Dans certaines villes, comme **Moscou** et **Saint-Pétersbourg**, ont été lancés des référendums en vue de la démocratisation de la gestion directe à l'échelle locale. On peut citer à ce propos des organes territoriaux en faveur d'une auto-gestion : le *Conseil des groupes d'initiative* de Moscou, divers Comités d'organisations pour des actions ponctuelles à Saint-Pétersbourg, le *Comité des initiatives sociales* à **Irkoutsk**, le mouvement *Notre ville* à **Kaliningrad**, etc. Le plus souvent ces comités n'ont pas d'existence formalisée et n'existent que dans le cadre d'une action précise, d'autres ont une existence permanente, comme le *Conseil des groupes d'initiative* à Moscou.

Grâce à une campagne de protestation menée à travers tout le pays, les habitants des foyers ont obtenu dès 2006 la reconnaissance sur le plan juridique de leurs droits sur le logement qu'ils occupent [6]. Mais tous les problèmes n'ont pas pour autant été réglés, notamment dans les foyers appartenant à des personnes privées ou à des administrations, sans parler des foyers livrés à eux-mêmes. Les luttes actuelles se mènent à l'échelle de la localité, même si les liens entre les mouvements dans les différentes villes restent forts, notamment pour des échanges d'informations ayant trait aux batailles juridiques. Celles-ci s'accompagnent d'actions de protestation pouvant aller jusqu'à l'affrontement physique avec les propriétaires ou leurs nervis.

Le 7 avril 2008 à **Perm** (Sibérie), environ 200 habitants d'un des foyers « privés »

53

[5] Du temps de l'URSS, un grand nombre d'usines avaient fait construire des foyers pour loger une partie des ouvriers (le déficit de logements était chronique). Aujourd'hui, plusieurs millions de personnes continuent à vivre dans ces foyers souvent à l'abandon, suite à la fermeture des entreprises. Une partie des foyers ont été rachetés par des particuliers à des fins spéculatives.

[6] A commencer par le droit de devenir propriétaire du logement qu'ils occupent dans un foyer.

ont bloqué la circulation aux cris de « rendez-nous notre toit » afin de protester contre une tentative de les expulser ; le propriétaire avait entrepris de supprimer les plaques chauffantes et les évier dans l'immeuble. Le lendemain, quelques dizaines d'habitants ont entamé une grève de la faim dans la salle du conseil municipal.

Une autre composante du mouvement pour le droit au logement est celui des personnes qui avaient décidé d'acquérir un nouveau logement et qui se sont retrouvées flouées par les vendeurs. Ce sont des membres des « classes moyennes » qui se tiennent quelque peu en retrait des autres mouvements, même s'ils ne reculent pas devant des actions radicales comme l'organisation d'un village de tentes devant le siège du gouvernement à Moscou. De plus, la crise actuelle entraîne une prolétarianisation de ces couches, et la vague de faillites dans le secteur de la construction risque d'augmenter considérablement le nombre des personnes flouées qui pourront rallier les réseaux de lutte existants. Il faut savoir qu'en Russie 80 % des constructions se font sur la base d'une vente des appartements avant le démarrage du chantier.

La grande majorité des actions sur les problèmes de logement concerne la hausse des charges locatives, alors même que la privatisation des services communaux du logement n'a à ce jour suscité que fort peu de protestations. Il faut dire que dans leur immense majorité les gens ne font pas vraiment de différence entre ce qui relève de la sphère privée et ce qui relève de l'Etat. Ils n'ont aucune confiance dans les fonctionnaires en charge de ce secteur. Jusqu'ici l'Etat continue à régler les tarifs des principaux services concernant le logement, ce qui a contribué à atténuer les conséquences de leur privatisation. En 2009, on s'attend à une hausse record des charges (25 % en moyenne), ce qui, avec la chute des revenus provoquée par la crise, laisse prévoir une explosion spontanée du mécontentement, en dehors des mouvements existants. Là où agissent des comités de coordination ou des comités à l'échelle de la ville, les campagnes de protestation pourront prendre un caractère plus systématique et s'inscrire dans la durée. A **Ijevsk** (à 950 km à l'est de

Moscou), une action de masse (2000 manifestants) a eu lieu à l'initiative du *Comité de coordination*.

Pour les responsables de l'Institut *Action collective*, une campagne de protestation contre « l'arbitraire communal » risque d'être peu efficace si elle n'est pas associée à des mobilisations pour l'auto-organisation des habitants décidés à prendre en charge la gestion collective de leurs logements.

Jusqu'à présent, la population a surtout fait preuve de passivité face à la réforme de la gestion des immeubles collectifs d'habitation, composés de plusieurs appartements. Une enquête effectuée en juillet 2008 par le Service fédéral anti-monopole a montré que plus de 50 % des habitants de la Fédération de Russie n'avaient toujours pas choisi le mode d'administration de leur lieu d'habitation. Actuellement, les compagnies spécialisées gèrent 33,4 % du parc immobilier ; 2,1 % est administré directement par le propriétaire ; 8,3 % relève d'un mode de gestion collectif (*TSG*), dit d'autogestion, par les occupants eux-mêmes.

La fraction de ceux qui choisissent la forme « autogestion » s'élargit au fur et à mesure que les habitants s'affrontent aux conséquences de leur passivité, mais aussi parce que depuis un an les partisans de l'autogestion ont construit un espace solidaire qui a du poids et surtout qui apparaît comme une force indépendante et créative. La contre-offensive des autorités locales et des lobbies des compagnies privées dénonçant cette forme de gestion a, paradoxalement, contribué à son succès localement, mais aussi à l'échelle de la Fédération de Russie. Des regroupements de collectifs d'autogestion existent dans certaines villes (*Union des habitants* à Astrakhan, *Mouvement des comités d'immeubles* à Ijevsk, etc.). Il existe également un certain nombre de réseaux à l'échelle de tout le pays.

Les mêmes militants se retrouvent dans différentes initiatives, diffusent les informations et établissent des contacts directs entre les villes, contribuant ainsi à l'émergence d'un espace partagé par les partisans des *TSG*. Une des difficultés à cet élargissement est l'insuffisance de forces militantes à même de mener une campagne d'information et d'agitation. Certes, il existe des bulletins « militants »

dans certaines villes et des publications spécialisées comme « Présider un *TSG* ». Néanmoins, leur diffusion reste limitée. Cela contribue à ce que la posture de passivité, consistant à confier la gestion des logements à des compagnies privées et à d'autres filous en tout genre, reste dominante.

Le principal acquis de l'année écoulée est le renforcement des liens horizontaux entre mouvements locaux et thématiques, mais aussi l'apparition sur la scène de nouveaux acteurs : les citoyens actifs. Cela a rendu possibles deux actions de protestation relativement importantes à l'échelle de tout le pays, ainsi que plusieurs rencontres interrégions de militants. A ce jour, le mouvement pour le droit au logement est le plus important numériquement et le plus proche des préoccupations des gens. Il aborde l'année qui vient de commencer comme un mouvement élargi, plus politisé et ouvert sur les autres mouvements.

CRISE ET CONFLITS DU TRAVAIL

En ce qui concerne le problème des droits des travailleurs, l'année 2008 se caractérise par une forte poussée des tensions sociales due à la fois à la crise économique et à un renforcement de la politique répressive de la part des patrons.

En témoignent 27 grèves (le plus souvent spontanées), 40 manifestations et 26 refus de travailler. Le nombre des meetings et des autres initiatives hors des murs des entreprises a fortement augmenté, alors que le nombre de grèves a diminué. Ces actions hors des entreprises sont apparemment considérées par les travailleurs comme les formes de lutte les plus adéquates contre les licenciements et pour le maintien de la production. Cela est largement lié à la crise économique et à la menace qui pèse sur l'emploi.

La plupart des actions menées par les travailleurs ont été couronnées de succès, au moins partiellement, et souvent de façon décalée dans le temps par rapport à l'action elle-même. On reconnaît là une tactique classique des patrons qui ne veulent pas créer un « précédent ». En même temps, ces derniers cherchent à prévenir d'autres actions en multipliant les mesures prises contre les « meneurs », surtout s'ils appartiennent à des syndicats alternatifs.

Si les neuf premiers mois de 2008 ont connu un essor des grèves qui, de plus, présentaient comme en 2007 un caractère offensif (augmentation des salaires, amélioration des conditions de travail), par contre le quatrième trimestre 2008 est dominé par des actions de rue (meetings, piquets, barrage de routes) et par des refus individuels de travailler en raison du non-versement du salaire.

Cette dernière démarche ne peut être un moyen efficace de faire pression sur le patron que si un grand nombre de travailleurs font de même. En effet, cela alors entraîne un arrêt de la production et les pressions de la part du patron sont plus difficiles. De plus, comme le nouveau Code du travail supprime, dans les faits, le droit de grève, cette forme de lutte est la plus aisée. Apparemment, de plus en plus de travailleurs et de syndicats s'approprient le droit au refus individuel de travailler comme une forme légale de grève, particulièrement facile à adopter dans cette période de crise et d'augmentation très forte du passif des salaires (salaires non versés).

Même si cette forme d'action semble adaptée à la période, les actions collectives sont loin de toucher toutes les entreprises en difficulté. La majorité des travailleurs sont angoissés quant à l'avenir de leur entreprise et de leur emploi. Ils adoptent donc plutôt une position attentive. Si l'on essaie de prévoir des mouvements importants cela n'interviendra pas avant la fin du premier semestre 2009. Pour le moment, les travailleurs s'efforcent de survivre avec les deux tiers de leur salaire. Ils cherchent des petits bouts complémentaires et surtout profitent de ce repos forcé pour récupérer des forces après une longue période d'exploitation forcée.

En dehors des refus organisés de travailler, les ouvriers ont de plus en plus recours à des actions de rue ayant pour objectif un large éventail de revendications. Le plus souvent, elles sont centrées sur la non-fermeture de l'entreprise et le maintien des postes de travail. Autant que l'on puisse en juger, ces actions ont peu d'effet sur les patrons, mais réussissent à attirer l'attention des autorités et de l'opinion. Elles peuvent ainsi contribuer à freiner le cours des événements. On a assisté à un petit nombre de barages de route ou encore d'occupation du

bureau du directeur, comme le 12 novembre 2008 dans une usine d'instruments de précision à **Oufa** (capitale de Bachkirie, à 1200 km à l'est de Moscou) quand cent travailleuses de l'atelier n° 5 se sont présentées au même moment pour demander d'être reçues à titre personnel. Mais ce sont là des exceptions, ce qui prédomine ce sont des formes «douces» de meetings et autres rassemblements. Pour l'instant on n'a pas enregistré d'occupation de l'entreprise par les travailleurs en réaction à la liquidation de celle-ci, comme cela se produit «à l'Ouest» et s'est produit en Russie au cours des années 1990.

Géographiquement, ces conflits se déroulent à travers tout le pays, de **Kalinin-grad** à **Vladivostok**. Ils ne sont pas limités aux grandes villes. En fait, la majorité des conflits ont lieu dans des petites villes ou dans des villes construites autour d'une entreprise; là, le soutien de la population aux travailleurs en lutte se recoupe avec l'objectif de survie même de la ville. Ces conflits touchent tous les secteurs d'activité: entreprises de la métallurgie, cimenteries, scieries, usines chimiques, mines, usines d'armement mais aussi services et industrie légère. Et le secteur public (santé et enseignement) n'est pas en reste. En revanche, par comparaison avec 2007, on observe une baisse des conflits dans les transnationales, soit parce que les travailleurs ont obtenu satisfaction, soit, au contraire, parce que la répression patronale se déchaîne (par exemple, dans les usines Ford, General Motors).

LE RÔLE DES SYNDICATS INDÉPENDANTS

Les grèves les plus importantes en 2008 ont été organisées par les syndicats, en premier lieu par les syndicats «alternatifs». On peut donner comme exemple la grève soutenue par le syndicat indépendant des mineurs (*NPG*)^[7] à la mine «Krasnaïa Chapocka»: fin mars, cent mineurs ont refusé de remonter du fond de la mine, réclamant, entre autres, une augmentation de salaire de 50 %, action suivie d'une grève de la faim qui s'est terminée le 18 avril après qu'ils ont obtenu satisfaction.

Autre exemple: la grève des cheminots du réseau de Moscou, organisée par le syndicat indépendant, mais «non recon-

En dehors des refus organisés de travailler, les ouvriers ont de plus en plus recours à des actions de rue ayant pour objectif un large éventail de revendications.

55



[7] Ce syndicat s'est formé à la suite des grandes grèves de mineurs dans le Kouzbass entre mars 1989 et 1992. C'est un des premiers syndicats libres.

nu», des brigades de locomotives (*RPLBJ*). Toutefois, le mode d'action le plus répandu de la part des syndicats consiste à aider à mettre en place les formes de refus individuel de travailler en raison du non-paiement des salaires.

Comme les autres organisations non contrôlées par le pouvoir, les syndicats sont soumis à de multiples pressions et répressions. Des militants syndicaux ont été agressés par des « inconnus ». Ainsi, le dirigeant Valentin Urusov du syndicat combatif et indépendant *Profsvoboda*, actif dans le groupe diamantaire Alrosa en Iakoutie, a été arrêté le 13 septembre 2008 pour « détention de stupéfiants ». Il est toujours en prison. Il a été condamné le 26 décembre 2008 par le Tribunal de district de Mirny à six ans de prison. C'est une vengeance pour la grève victorieuse des 25-27 août [8].

Quant aux formes moins dures de répression et de discrimination qui frappent les travailleurs adhérant à des syndicats « non loyaux », elles existent un peu partout. Ces attaques contre les syndicats indépendants témoignent d'un durcissement du patronat en ces temps de crise, soucieux de réduire la masse salariale, de sauver ses

profits et de neutraliser au maximum les syndicats et autres « révoltés ».

Toutes les tentatives engagées pour rétablir dans le Code du travail le droit de grève sont demeurées vaines, aussi bien de la part des syndicats loyaux à l'égard du pouvoir comme la *FNPR* [9] que de la part des syndicats libres.

LES TRAVAILLEURS MIGRANTS

Aujourd'hui les conflits du travail concernent toutes les catégories de travailleurs. Jusqu'en 2007, les mouvements revendicatifs touchaient en premier lieu des travailleurs jeunes et hautement qualifiés. La crise et les nouvelles formes d'actions que constituent les rassemblements hors de l'entreprise font que d'autres couches de travailleurs sont de plus en plus impliquées dans des mouvements revendicatifs : travailleurs d'âge mûr, ouvriers peu qualifiés, sans parler des retraités.

Toutefois, de ce point de vue, le phénomène le plus marquant est l'entrée en lutte des travailleurs migrants, la couche la plus discriminée et la plus vulnérable des travailleurs [10]. En 2008 ont eu lieu plusieurs grèves sauvages de migrants travaillant dans le secteur de la construction. Le mouvement le plus significatif et qui a eu le plus grand retentissement est la grève de deux semaines, du 27 novembre au 9 décembre, qui a eu lieu à **Ekaterinbourg** (dans l'Oural). Plus de 300 travailleurs, originaires du Tadjikistan, de l'Ouzbékistan et du Kirghizistan, travaillant à la construction d'un immeuble de luxe au centre de la ville, ont organisé une grève pour réclamer le paiement des salaires non versés. La multiplication de tels mouvements pose de façon cruciale le problème de la solidarité avec les travailleurs migrants face aux méthodes répressives du pouvoir qui prend parti encore plus que dans les autres cas pour le patronat.

QUID DU MOUVEMENT OUVRIER FACE À LA CRISE ?

La crise et la détérioration de la situation économique posent de nouvelles questions concernant les formes d'action. En particulier, les luttes ne peuvent plus seulement être menées à l'échelon d'une entreprise, il est nécessaire de développer des coordinations entre les régions et dans les différentes branches. Mais qui

peut en prendre l'initiative ? Il est peu vraisemblable que les syndicats puissent jouer ce rôle. La *FNPR* est une structure inerte et bureaucratisée, incapable de s'engager dans des luttes revendicatives. Quant aux syndicats libres, qui ont connu un certain essor depuis 2006, ils sont encore faibles et peu représentatifs. Seule exception : le syndicat interrégional des travailleurs de l'automobile (*MPPA*).

La seule réponse aujourd'hui, pour ne pas se limiter au niveau des entreprises, est la politisation du mouvement, de façon à poser les problèmes au niveau du pouvoir, dans les régions et à l'échelle du pays. Cela renvoie à la question des forces de gauche, de leur capacité effective à jouer un rôle dans la situation présente. Le fait est que si le mouvement social a connu depuis 2005 une remontée spectaculaire, on ne peut pas dire que les forces de gauche ont connu un développement comparable. Certes, elles font tout pour être présentes, mais avec un succès relatif. Les mobilisations de 2005 liées à la monétisation des avantages sociaux ont surpris tout le monde, le pouvoir mais aussi les militants de gauche qui commençaient à désespérer de la situation et de l'absence quasi totale de réaction de la population.

Le *KPRF*, le Parti communiste de la Fédération de Russie, est de toute façon hors jeu, il s'est toujours comporté en « partenaire » du pouvoir et n'a jamais cherché à favoriser des mobilisations entre deux élections, se satisfaisant pleinement des 15-20 % de voix que lui donnaient les nostalgiques de l'Empire. Quant à la gauche radicale, elle n'avait en rien prévu cette montée des protestations, d'autant plus qu'elle était le fait de ceux qu'elle considérait comme un bastion conformiste dans l'espace du pouvoir (et de son jumeau le *KPRF*) : les personnes âgées.

Seule une partie des militants ont réussi à participer au mouvement, en s'efforçant d'organiser ceux qui entreprenaient de barrer les routes et se lançaient dans des actions et rassemblements spontanés. Par la suite, ils ont entrepris de créer des structures de coordination, en s'inspirant de l'expérience des soviets. Et une partie de ces soviets (ou comités) ont réussi à se maintenir malgré le reflux, en attendant une nouvelle poussée du mouvement.

Quant aux syndicats, ils demeurent la composante du mouvement social la plus refermée sur elle-même.

Ces comités ont toutes les chances de devenir les maillons principaux du réseau protestataire qui se met en place à l'échelle du pays, surtout si se recréent des conditions comparables à celles qui avaient accompagné la formation des soviets en 1905, pour utiliser, avec ses limites, une analogie historique.

Les militants de gauche ont dû passer par une école difficile afin de construire un espace d'échanges non seulement avec la classe ouvrière, leur interlocuteur privilégié jusqu'ici (même si souvent cela ne concernait que d'infimes minorités), mais aussi des groupes et mouvements qui leur étaient profondément étrangers, comme les militants du mouvement pour l'auto-gestion des logements, les représentants des petites entreprises en faillite ou encore les écologistes.

Il va de soi que chacun a choisi les interlocuteurs les plus proches géographiquement ou encore sur le plan idéologique. Une approche fondée sur des considérations idéologiques simplistes ne peut dans le cas présent – mais aussi dans tout processus social et politique réel – qu'être source de désenchantement. Par exemple, les habitants des foyers ne travaillent plus pour les usines à qui ces foyers appartenaient : ceux qui s'attendent à n'y rencontrer que des ouvriers risquent fort d'être déçus. D'autant plus que la revendication principale des occupants de ces foyers est la privatisation des pièces où ils vivent, seule protection contre une mesure d'expulsion de la part des nouveaux propriétaires ou de l'État. Quant aux syndicats, malgré les efforts déployés par les militants de gauche pour qu'ils participent à des actions solidaires avec les autres organisations, ils demeurent la composante du mouvement social la plus refermée sur elle-même.

L'évolution de la situation, les besoins du mouvement social et la nécessité de son développement ont été la source de débats acharnés entre militants sur l'avant-gardisme, l'opportunisme, l'autoritarisme sectaire dans le travail avec les mouvements sociaux.

Dans un pays où le niveau de confiance à l'égard des institutions représentatives politiques traditionnelles (parlement, partis) est extrêmement bas, il n'est pas étonnant que tout mot d'ordre ou slogan à caractère politique suscite la défiance. La population a le sentiment que derrière

ces slogans auxquels on lui demande d'adhérer, il n'y a pas de forces réelles. La gauche comprend que cette force est indissociable d'un essor du mouvement social. Mais les militants de gauche ont tout aussi conscience de courir le risque de se faire instrumentaliser et exploiter par ceux qui ont une vision purement pragmatique de la défense de certains intérêts sociaux. La politique, c'est aussi savoir prendre des risques et maîtriser l'art des coalitions.

Deux types de leaders vont à la rencontre l'un de l'autre. D'un côté, le leader en voie de politisation (et qui il y a peu encore n'était qu'une personne privée), de l'autre, le militant politique, fatigué de la rhétorique stérile et qui s'engage dans le mouvement social pour le transformer dans le sens de la radicalité (ceux qui y vont simplement pour recruter et en prendre la direction n'y restent pas longtemps).

UNE COORDINATION PLUS QUE JAMAIS NÉCESSAIRE

Les mouvements sociaux et les initiatives informelles répondent à une exigence toujours plus grande. Dans cette période de crise généralisée, les gens commencent à chercher les moyens d'exprimer leurs refus de la situation, né de la prise de conscience que les problèmes qu'ils rencontrent ne peuvent pas être résolus par les méthodes autorisées par le pouvoir.

Les enquêtes sociologiques confirment ces changements dans l'opinion publique et font apparaître un mécontentement croissant tant à l'égard des employeurs que du pouvoir. Une enquête de la fondation *Opinion publique* – publiée en décembre 2008 – montre que 27 % des travailleurs interrogés ont déclaré être prêts à participer à une grève, chiffre record pour ces dernières années. Certains événements récents témoignent de cette évolution des esprits, plus critiques à l'égard du pouvoir et sensibles à la nécessité de réagir : blocage sauvage des trains dans la localité de **Martyrskij** (district de Lipetsk, à 500 km au sud-est de Moscou), révolte des retraités à **Barnaul** ou encore les manifestations dures en décembre dernier à **Vladivostok** pour protester contre les taxations des voitures étrangères. Et les syndicats tout comme les autres organisations non contrôlées par le pouvoir sont fortement poussés à passer à l'action.



Des citoyens ordinaires, confrontées à un problème concret, à la violation de leurs droits, ont refusé de plier et ont choisi de se battre.

57

[8] Une campagne est menée en Russie pour la libération de ce dirigeant syndical. Le 1er mars 2009, à Moscou, s'est tenu un rassemblement de quelque 200 personnes avec pour slogan : « Pas de bain pour des activités syndicales. »

[9] *FNPR* : Fédération des syndicats indépendants issue de la confédération des syndicats de la période soviétique. Aujourd'hui comme dans le passé, ses dirigeants se signalent par une volonté de coopération systématique avec le pouvoir.

[10] Ils sont au nombre de 5 à 8 millions, pour l'essentiel venus des ex-républiques de l'URSS d'Asie centrale et du Caucase mais aussi de Moldavie et d'Ukraine. Privés de tous droits, ils vivent et travaillent dans des conditions souvent proches de l'esclavage. Ils sont victimes d'agressions physiques répétées de la part des nationalistes russes qui bénéficient d'une totale impunité de la part du pouvoir.

Jusqu'ici les autorités invitent la population à ne pas paniquer. De fait on a le sentiment que, pour le moment, les réactions face à la crise sont mesurées et témoignent d'une forme d'attentisme. En revanche, les cercles dirigeants sont en proie à une certaine panique. Sinon comment expliquer le durcissement de la législation sur «l'extrémisme» et les «atteintes à la sécurité de l'Etat»? Comment expliquer la dispersion brutale par les forces spéciales des manifestations (très populaires) des automobilistes à Vladivostok, les 20 et 21 décembre 2008? Ou encore la chasse à des «meneurs» fictifs à la suite des actions spontanées des retraités à Barnaul les 26-30 octobre (protestation contre la suppression des cartes de transport à tarif réduit); ou la dénonciation des «instigateurs» de l'action des habitants de Martyrskij qui, le 30 décembre, ont barré les voies ferrées pour protester contre la pollution provoquée par une usine.

Selon certaines sources, que l'on trouve sur Internet, ces mesures répressives auraient été décidées au plus haut niveau du pouvoir, à l'initiative de ceux qui en son sein sont partisans d'écraser par la force toute forme de protestation de manière à décourager ceux qui à l'avenir seraient tentés de s'engager dans des mouvements de révolte. Une telle politique d'intimidation à tous crins, qui vise à priver le mouvement de tout principe d'organisation, risque fort de provoquer des effets contraires, en donnant libre cours à la spirale de la violence la plus incontrôlée.

Mentionnons également un autre rôle que peuvent jouer les comités de coordination ou d'action solidaire, regroupés au sein de l'*Union des comités de coordination de Russie (SKS)* ou encore intervenant à l'échelle de certaines villes. Si, comme cela se met lentement en place à **Saint-Pétersbourg, Ijevsk, Perm** et dans une série d'autres villes, s'enclenche un processus de rapprochement entre les organisations syndicales et les coalitions de militants sociaux, cela pourrait déboucher sur une coordination élargie à l'échelle du pays. Que cela soit possible, le succès de la journée d'action commune, dite «Jour de colère» (octobre 2008), organisée exclusivement par les réseaux de base de militants du mou-

vement social en est une preuve. Quant à la solidarité nécessaire entre militants des différents mouvements et militants syndicaux, l'action de protestation contre les agressions frappant des militants sociaux et syndicaux qui s'est tenue le 30 novembre à Moscou (300 participants), Saint-Pétersbourg (100 participants dont un nombre important de syndicalistes) et dans une série d'autres villes, montre que cela n'est pas qu'un vœu pieux.

Mais pour l'instant rien n'est vraiment acquis. Comme le souligne Carine Clément: «*Pour l'instant, en dépit d'une tendance positive que l'on observe depuis quelques années, en Russie les mouvements sociaux sont encore faibles, collaborent peu entre eux et peinent fortement à faire entendre leurs voix. Il en est de même pour le mouvement syndical (je parle des syndicats capables de mener des luttes et qui ne limitent pas leur activité aux seules entreprises). Des embryons existent, des réseaux informels ont fait la preuve de leur capacité à durer dans le temps et dans l'espace, mais il n'y a pas de garantie qu'ils suffiront pour permettre une coordination des luttes, formuler des revendications communes et élargir le mouvement à d'autres secteurs de la société.*»

LES RÉSEAUX ET LEURS INITIATIVES

Comme nous l'avons déjà dit, la formation de coalitions et de réseaux (essentiellement sur la question du logement, mais aussi sur d'autres problèmes) est en cours. Mais une coordination à l'échelle de tout le pays fait encore défaut. Les forums sociaux organisés dans différentes régions contribuent beaucoup à des échanges et à la mise en place de liaisons horizontales; on peut citer le *Forum social sibérien à Irkoutsk* (8-10 août 2008) ou encore les conférences interrégions de l'*Union des comités de coordination de Russie (SKS)* les 29-30 mars 2008 à **Saratov**, et de même en août dans le cadre du Forum social sibérien.

C'est précisément à Irkoutsk lors du Forum qu'a été prise la décision d'organiser à l'échelle de tout le pays l'action du 25 octobre, une décision prise par des militants à la base et non pas à Moscou par un petit groupe d'individus. Il faut dire qu'étaient présentes à Irkoutsk 250 personnes venues de 35 régions, de Saint-Pétersbourg à Sakhaline: représentants

de comités de coordination et de syndicats, militants antifascistes, militants étudiants, militants du mouvement pour le droit au logement, militants d'organisation de gauche, d'associations d'invalides, de comités de retraités et des écologistes. Il faut s'arrêter plus longuement sur la *SKS* et son rôle dans la consolidation du mouvement. C'est la *SKS* qui a eu l'initiative d'organiser une journée commune d'action. De toute évidence, la *SKS* est aujourd'hui la coalition de structures de base la plus active. Créée au lendemain des manifestations de masse contre la monétisation des avantages sociaux, elle regroupe 30 comités de coordination régionaux. La *SKS* élabore des programmes d'actions coordonnées entre différentes villes et les mouvements «thématiques». Elle sert de passerelle entre le mouvement pour le droit au logement (qui au cours des dernières années a été l'axe principal de la *SKS*) et les autres mouvements. En 2008, grâce aux deux journées d'action commune menées à l'échelle du pays, la *SKS* a élargi son audience en établissant des liens avec les mouvements existant à **Sakhaline, Sotchi** et **Kaliningrad**. Elle a acquis une réelle capacité à développer des campagnes d'information et a su coordonner efficacement les deux journées.

La première, «Pour les droits civiques et la justice sociale», a été organisée dans le cadre de la Journée mondiale de mobilisations du 26 janvier 2008. Différentes initiatives ont eu lieu dans 24 régions. Pour l'essentiel, les actions et les revendications concernaient le droit au logement. C'est à l'occasion de cette journée que les militants du mouvement altermondialiste à l'échelle internationale ont appris qu'en Russie il existait des citoyens actifs. Cette reconnaissance internationale du mouvement russe pour le droit au logement a encore été renforcée lors du Forum social européen (de septembre à Malmö, Suède). En revanche, en Russie même, alors que l'appel pour le 26 janvier était déjà lancé, le *KPRF*, selon sa vieille habitude, a décidé d'organiser le même jour sa première campagne d'agitation pour soutenir la candidature de Ziouganov à l'élection présidentielle de mars 2008, ce qui a contribué à amoindrir la dimension citoyenne de cette journée de solidarité internationale.

En revanche, l'échéance du 25 octobre a été couronnée de succès. Trente-deux régions ont participé aux actions du «Jour de colère», centrées cette fois encore sur la question du droit au logement. Mais toutes les régions ont soutenu les revendications communes et ont exprimé leur solidarité avec les autres mouvements et les autres villes. Un mot d'ordre central a été repris : «Contrôle du pouvoir par la société».

Ce qui compte, c'est moins le nombre de participants à ces journées (1000, 50 ou même par endroits, 20) que le renforcement des liens horizontaux, la mise en place d'un mécanisme de mobilisation à l'échelle du pays qui peut se transformer en un dispositif de pression sur le pouvoir. Ce qui compte aussi, c'est que lors de ces journées, ce ne sont pas les habitués des meetings, mais précisément les militants sociaux qui ont manifesté. Des citoyens ordinaires qui au cours des dernières années, et parfois des derniers mois, ont commencé à regarder le monde avec d'autres yeux. Des personnes qui – confrontées à un problème concret, à la violation de leurs droits – ont refusé de plier et ont choisi de se battre. Oui, se battre, car en Russie il est impossible de résoudre un problème par la voie légale : ceux qui détiennent le pouvoir, fonctionnaires, ministres ou patrons, ignorent les lois lorsqu'elles sont en leur défaveur. C'est à ce constat que sont arrivés ceux qui, le 25 octobre, criaient : «La coupe est pleine!»

«C'est le pouvoir qui fait de nous des combattants», a dit très justement un des militants contre les destructions des habitations à Boutovo. La colonne vertébrale du mouvement social, ce sont les gens comme lui, la seule force sociale vivante capable de lancer un défi au pouvoir en place, de mettre fin à des critères à géométrie variable et à une application arbitraire de la loi. Le 25 octobre ne marque pas la naissance d'une telle force (elle se développe depuis quelques années), mais son apparition au grand jour. Pour la première fois il en a été question dans les médias. Peu important les termes utilisés, ce qui est important c'est qu'elle s'est fait entendre : ni marionnettes du Kremlin, ni piétaille anti-Kremlin, mais une force sociale indépendante. Ce n'est ni une organisation politique, ni une ONG, ni même une organisation unique. C'est un

réseau d'initiatives citoyennes à la base qui, par définition, échappe à tout contrôle.

Les campagnes et les initiatives communes qui ont eu lieu en 2008 ont permis de construire des passerelles entre les différents mouvements sociaux, entre militants du droit au logement et syndicalistes, entre militants de gauche radicaux et simples citoyens. Certes, de façon encore insuffisante. Toutefois, il semble que beaucoup de militants responsables aient pris conscience de la nécessité de la solidarité, surtout face à la menace commune, comme l'ont montré les actions du 30 novembre dans différentes villes contre les agressions physiques de militants [11].

Il faut souligner la politisation croissante des mouvements pour le droit au logement et, plus largement, des autres mouvements sociaux. Cela est apparu très fortement lors du Forum social sibérien, et d'autres occasions également. Cette politisation est la conséquence d'une prise de conscience des limites d'une action strictement juridique face à l'irresponsabilité du pouvoir. De plus en plus de militants soulèvent la question de la politique et du pouvoir. Ce qui débouche immédiatement sur une nouvelle question : comment faire de la politique ?

Pour l'instant les réponses des militants sont très éclatées et souvent proches de la confusion. A notre avis, la position dominante, aujourd'hui, est que le mouvement social doit devenir une force politique, à condition de se renforcer, de s'élargir et de formuler un programme au niveau de la ville et, par la suite, du pays. C'est dans cette perspective que de plus en plus de voix s'élèvent pour former un front unique et poser la question d'une participation aux élections locales.

Sur la base de cette politisation spontanée qui se développe dans tout le pays, qui se manifeste par les slogans et les actions coordonnées visant à les faire passer dans la réalité, qui s'exprime aussi par la formulation de revendications dépassant les problèmes locaux, une conclusion s'impose : la tâche des militants de gauche dans l'étape à venir est d'arriver à poser la question du pouvoir, non pas comme le remplacement des personnes en place par d'autres, mais comme le passage du pouvoir d'une classe à une autre [12]. (Traduction de Denis Paillard) *

A LIRE SUR ALENCONTRE.ORG

En septembre 2008, un mois après l'agression de la Géorgie contre l'Ossétie du Sud, Olga Miriassova, militante libertaire, travaillant à l'Institut Action collective de Moscou, se rend en Ossétie du Sud. Son objectif : partir à la rencontre des Ossètes pour comprendre comment la population avait «vécu» le conflit. Et par là même, dépasser une vision géopolitique de la guerre, où la dénonciation à distance de l'horreur se combine à une logique des «camps», dans le cas présent, d'un côté, la Géorgie (avec à ses côtés les Etats-Unis, l'Union européenne et tous les médias), de l'autre, la Russie. Pour Olga, pas question de choisir «son» camp, mais, par un dialogue attentif et exigeant avec les gens d'en bas, construire un autre espace.

59

[11] L'assassinat le 19 janvier 2009, en pleine rue à Moscou, de l'avocat Stanislav Markelov et de la journaliste Anastassia Babourova est venu s'ajouter à la liste déjà longue de ceux qui ont payé de leur vie leur engagement dans le mouvement social en Russie. Le 1er février 2009, un rassemblement à leur mémoire a eu lieu à Moscou (et à la même heure à Paris).

Le 1er avril 2009, le journaliste Sergueï Protazanov a été violemment agressé dans la rue, à Moscou. Il décéda le jour suivant. Il travaillait pour une petite publication : *Concorde civile*. La police et le procureur affirmèrent qu'il était mort «suite à une surdose de médicaments»!

[12] Pour écrire cet article nous avons utilisé des matériaux disponibles sur le site de l'institut *Action collective*; adresse du site (en russe) : www.ikd.ru.